Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 518

Artikel: La grande offensive des publicitaires
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016655

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

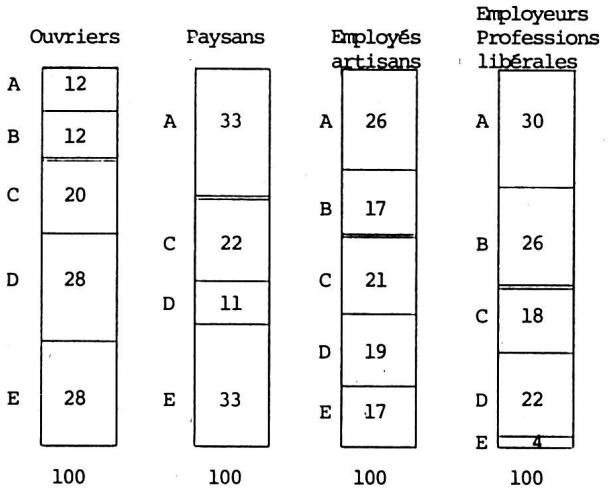
Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Abstentions et politique

paraissent lorsqu'on distingue les motivations des citoyens selon les catégories sociales; ci-dessous une répartition selon la profession, qui recoupe d'ailleurs assez bien celles selon le revenu et selon la formation.

LE CLIVAGE PROFESSIONNEL



A: conscients de leurs devoirs civiques — B: engagés — C: apolitiques — D: dépassés — E: déçus.

Déjà ces données permettent de corriger notre explication de départ, trop simpliste. L'apolitisme satisfait ne concerne qu'un citoyen sur cinq.
Faisons un pas de plus! Une enquête de 1972 (2) donne une image plus complète de l'engagement des citoyens. En combinant la participation aux élections et aux votations avec la propension — verbale il est vrai — à utiliser des moyens non-électoraux — grèves, actes de désobéissance, manifestations — on obtient le tableau suivant:

LES ENGAGEMENTS

Participation électorale	Activisme (grèves, manifestations, désobéissance) cela dépend	marqué et élevé
nulle ou basse	DISPONIBLES 27%	ACTIONNISTES 31%
moyenne ou élevé	ELECTORALISTES 11%	ENGAGES 8%
	NON POLITISES 23%	

Ces cinq catégories ne recoupent pas exactement celles de l'enquête de 1977, mais il est probable que les déçus et les dépassés se retrouvent pour la plupart parmi les disponibles et les actionnistes. La manière de définir la participation politique, au sens large ou de manière étroite, donne des éclairages très différents à la masse des abstentionnistes, apathiques ou au contraire susceptibles de bouger dans certaines circonstances. Voilà matière à réflexion pour les partis politiques, pour la définition de leur rôle; voilà également qui devrait permettre de mieux cerner la place réelle des élections du 21 octobre.

1) Neidhart-Hoby. "Les causes de l'abstentionnisme en Suisse", 1977 (en allemand). Documentation de l'Administration fédérale (rapport de recherches sur mandat de la Division de justice).
2) Roig. "La stratification politique" dans "Les Suisses et la politique". Berne, 1975.

La grande offensive des publicitaires

Dans la grisaille des entreprises électorales, deux démarches, deux styles d'intervention qui auront peut-être frappé les citoyens et citoyennes suisses (-romands).
D'un côté cette débauche impressionnante d'arguments, dans le plus pur style publicitaire, orchestrée "tous ménages" par la Société pour le développement de l'économie suisse, officine patronale basée à Zurich et Genève, et dont le représentant le plus marquant, Gilbert Coutau, est au bord du lac Léman candidat libéral pour le National. Un effort financier d'envergure pour tenter d'asseoir "idéologiquement" la campagne de défense des privilèges menée par les formations bourgeoises.

Et aussi, cette fois aux antipodes de l'offensive de masse, cette façon d'interpeller les candidats par des questions précises, questionnaires élaborés par des groupements plus ou moins spécialisés dans la réflexion sur tel ou tel horizon politique suisse. Des exemples parmi ceux que nous connaissons, la Déclaration de Berne, les communautés soutenant l'initiative Etre Solidaires, le front des homosexuels.

Quelques détails. La Société pour le développement de l'économie suisse, dans son dépliant, ne s'embarasse pas de nuances. Son style, directement emprunté au langage sportif, doit avant tout faire mouche: "Médailles d'or, d'argent et de bronze pour la Suisse". Les arguments, s'ils ont fait pour l'occasion peau neuve, sont ceux développés à longueur d'année par les groupements patronaux de la Suisse entière ou dans les choniques de l'"Atout": défense de l'économie de marché pour l'essentiel, slogans anti-étatiques, avec en prime une page consacrée à la réhabilitation des banques — financement de l'opération oblige! —.

On ne reviendra pas ici sur des théories qui ont souvent retenu notre attention dans ces colonnes. Mais tout de même: décerner d'entrée de cause une "médaille d'or pour l'emploi" à la Suisse! alors que depuis la crise du pétrole ce sont près de 350.000 postes de travail qui ont disparu, "épongés" au moins pour la moitié par le renvoi de travailleurs étrangers dans leur pays d'origine... attribuer sans plus de précautions une autre "médaille d'or" à la Suisse pour les "revenus individuels", en s'appuyant sur le "produit national brut par habitant" alors qu'on commence à connaître les

disparités que cachent ces moyennes mirifiques (qui plus est calculées ici à partir d'un "indicateur" dont la valeur est toute relative)... Le tout à l'avenant, et sans nous arrêter plus longuement sur cette curieuse façon, dans l'analyse de la valeur "réelle" des salaires, de s'arrêter prudemment fin 1978, alors que précisément c'est une baisse dans ce secteur qui caractérise le début de l'année en cours.

L'autre façon d'intervenir dans la campagne, l'interpellation directe des candidats, priés de se présenter plus en détails avant, s'ils sont élus, de se fondre dans les votes "anonymes" des Chambres, n'est pas entrée dans les moeurs. C'est le moins qu'on puisse dire. Et surtout pas dans les moeurs des formations de droite. Voyez, dans le canton de Vaud, les réponses recueillies par la Déclaration de Berne: 45 questionnaires rentrés sur 141 envois. Silence absolu dans les rangs radicaux et libéraux. Comment dès lors interpréter valablement l'unanimité des personnalités ayant accepté ce test en faveur d'une politique plus active en à l'endroit du tiers monde, l'opposition nette à un assouplissement des mesures légales restreignant l'exportation d'armes helvétiques, la tendance "générale" pour un assouplissement du secret bancaire?
Même silence massif face à l'interpellation des partisans de l'initiative Etre Solidaires — lesquels, soit dit en passant, viennent de recevoir au dernier congrès de la Fobb un encouragement officiel qui pourrait peut-être changer les rapports de forces sur ce thème dans les milieux syndicaux—. Une trentaine de réponses enregistrées au dernier pointage. Silence des partis PAI/UDC, libéral et du Mouvement Constitution-Liberté (les amis de M. Cossy, aux antécédents xénophobes pour le moins marqués, n'ont donc pas saisi l'occasion de tomber le masque). On retiendra donc, pour la petite histoire en quelque sorte, l'attitude très critique des candidats qui ont pris la peine de se manifester, à l'encontre de la loi sur les étrangers (cf. DP 515 où nous publions le questionnaire "in extenso"), leur hostilité au statut de saisonnier, et leur adhésion presque unanime au principe de la limitation de l'admission de nouveaux étrangers.
Politique de la transparence: le combat continue.

La politique reste affaire d'hommes. En tout cas à la télévision romande, qui pour sa "Table ouverte" de dimanche dernier, n'a pas su inviter la seule journaliste romande régulièrement présente à Berne (Michèle Jaccard, de "La Suisse"), lui préférant son excellent confrère du même quotidien (Georges Plomb). Pour mémoire, pour ces élections, la "force" des femmes: 54% du corps électoral, environ 18% des candidatures, au mieux 10% des parlementaires (National) de la prochaine législature.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le langage des armes

Je lis dans cette remarquable *Foire aux armes* (1977) d'Anthony Sampson:
"De nombreux Starfighters s'écrasèrent au cours des essais. Après une commande initiale, l'aviation des Etats-Unis estima que l'appareil ne présentait pas les garanties de sécurité nécessaires, et les appareils qui lui restaient furent vendus au Pakistan et à la Thaïlande." (p. 145).
Dommage qu'à l'époque, le DMF ne s'y soit pas intéressé: nous aurions sans doute pu avoir des prix intéressants.
Je lis encore:
"La qualité de juriste de Weisbrod (il s'agit du commerce des armes et plus particulièrement de l'entrepise Lockheed, de juteuse mémoire) était particulièrement avantageuse, car, en Suisse, les hommes de loi aussi bien que les banquiers peuvent se prévaloir de l'obligation du secret professionnel, et malgré ses nombreux déplacements à l'étranger, Weisbrod pouvait revendiquer la qualité d'honnête citoyen suisse. Meuser et Weisbrod, pourvus de discrets comptes à numéros dans les banques suisses, furent bientôt au centre d'un réseau Lockheed s'étendant de Genève à Djakarta et à Johannesburg. Le secret bancaire suisse était un des éléments essentiels du système de corruption utilisé par Lockheed." (p. 140).
Je lis enfin:
"*Contrats d'exportation de matériel militaire des Etats-Unis de 1970 à 1976* (en dizaines de milliers de dollars): (...) *Suisse:* 1970: 4,435; 1971: 450; 1072: 11.252; 1973: 2.412; 1974: 8.634; 1975: 49.512; 1976: 454.735." (p. 467).
Ce dernier chiffre, à supposer qu'il soit exact, nous met au cinquième rang des clients des USA, après l'Arabie saoudite, l'Iran, Israel, la Corée — mais avant la Jordanie (434.145).

Ceci me suggérant quelques réflexions:
1. Et tout d'abord, la joie que j'ai à ne voir la Suisse mentionnée que très peu, tout au long des 393 pages du livre.
2. Toutefois aussi, à la veille des élections au Conseil National, à me dire que je ne m'intéresse qu'aux partis décidés à lutter activement contre le surarmement de notre pays, et contre l'exportation des armes, et pour une politique d'aide au tiers monde plus active et comportant moins d'arrière-pensées. Or, à cet égard, fidèle de la liste manuscrite (mea culpa!), je ne trouve mon compte que parmi les candidats du Parti du Travail, appuyés par quelques socialistes romands...
3. Mais après tout, me dira-t-on: et s'il n'y avait pas "surarmement" de la Suisse?

Il me semble que d'un point de vue réaliste, si dans les années 30-40, nous devions craindre à peu près exclusivement l'Allemagne et ses alliés aujourd'hui, si nous devons craindre quelque chose, ce ne peut être que des pays de l'Est... Je ne crois pas que des avions et des tanks soient de nature à nous protéger de cette menace.

J.C.